

LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 3 FEVRIER 2017

SOMMAIRE

- 1) C'est quoi...
- 2) Un système s'effondre
- 3) La haine !
- 4) Les plans à venir
- 5) L'arnaque au coin du bois
- 6) Supputent-ils ?...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) C'est quoi l'oligarchie? Le milliardaire derrière Fillon

Par Osons Causer

En vidéo, la semaine du chaos, par La Parisienne libérée

<https://youtu.be/T40hdspEIMQ>

Qui est Marc Ladreit de Lacharrière, le généreux milliardaire qui a payé Penelope Fillon à la Revue des Deux Mondes ? Homme de finance, amis des trois derniers présidents, financier et influenceur de l'UMP/LR et du PS depuis des années, cet homme met en lumière le régime oligarchique français. Comment faire pour dénouer les liens qui unissent les politiques à ce genre de personnage ? Les trois vidéastes d'Osons Causer reviennent, dans cette vidéo, sur la leçon politique de l'affaire Fillon.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Fillon, derrière le scandale tout un système

Par Ellen Salvi et Donatien Huet

Comment ont été recasés proches et collaborateurs

François Fillon s'est entouré depuis toujours d'une garde rapprochée qui lui est restée fidèle. Après 2012, nombre de ses collaborateurs ont été « placés un peu partout chez ses amis ». Tout en continuant de travailler, de près ou de loin, pour celui qui ambitionnait d'accéder à l'Élysée.

François Fillon aime travailler en famille. Non content d'avoir salarié sa femme et ses enfants des années durant, l'ancien premier ministre s'est entouré depuis toujours d'une garde rapprochée qui lui est restée fidèle. Et redevable. Ce sont les collaborateurs de l'ombre, ceux qui ne prennent jamais la parole publiquement, mais dont le nom figure dans tous les organigrammes fillonistes. Nombre d'entre eux ont connu le candidat LR à ses débuts dans la Sarthe et l'ont suivi par la suite à Matignon. À ses côtés, ils ont mené toutes les campagnes, des législatives à la primaire de la droite et du centre, en passant par la présidence de l'UMP qui l'opposa à Jean-François Copé, fin 2012. Avec lui, ils ont noué des liens qui dépassent bien souvent le seul cadre professionnel.

« François (oui, je l'appelle François, mais n'ai jamais cessé de le vouvoyer, comme sa femme Penelope, d'ailleurs, tout en faisant un peu partie de la famille...), est quelqu'un de fidèle. En amitié, avec ses collaborateurs... confiait par exemple sa secrétaire particulière Sylvie Fourmont à Ouest-France en 2007. C'est un homme qui sait faire confiance, il sait aussi nous écouter, il connaît notre vie, s'y intéresse. » Ils sont nombreux, dans les rangs fillonistes, à penser ainsi. Du moins, dans les équipes "techniques". Car parmi les politiques réputés proches de l'ancien premier ministre que Mediapart a interrogés, la plupart confient découvrir depuis dix jours une facette jusqu'alors inconnue. « C'est

quelqu'un de très discret, soufflait l'un des piliers de sa campagne au meeting du 29 janvier. Je découvre le nom de ses amis en ouvrant le journal. »

Au fur et à mesure que les révélations s'accumulaient et que les noms de Marc Ladreit de Lacharrière ou René Ricol émergeaient, d'autres ne cachaient plus leur stupéfaction. « Mais c'est un système en fait ?! », nous interrogeait un membre de son équipe de campagne, quelques jours après la première enquête du Canard enchaîné. À regarder de plus près les curriculum vitae des collaborateurs historiques de François Fillon, cela pourrait en effet y ressembler. « Après la victoire de Copé en 2012, il a dû recaser pas mal de personnes, confie un élu LR, sous couvert d'anonymat. Il en a placé un peu partout chez ses amis... »

Certains ont atterri à Image 7, l'agence de son actuelle conseillère en communication Anne Méaux. D'autres ont rejoint les cabinets de ses amis politiques, au conseil départemental des Alpes-Maritimes dirigé par Éric Ciotti, au conseil régional des Pays de la Loire présidé par Bruno Retailleau, ou encore auprès de l'eurodéputé et président du conseil départemental des Côtes-d'Armor, Alain Cadec. D'autres encore sont partis dans son fief de la Sarthe, aux côtés de son ancien suppléant Marc Joulaud, qui avait déjà salarié Penelope Fillon comme assistante parlementaire. Tous ont continué de travailler, de près ou de loin, pour celui qui ambitionnait déjà d'accéder à l'Élysée. Passage en revue des chaises musicales de la Fillonie.

Comment le candidat LR à l'élection présidentielle a placé, après son départ de Matignon en 2012 et ensuite, ses proches collaborateurs auprès de ses fidèles et soutiens ainsi qu'au sein de l'agence de sa conseillère en communication Anne Méaux.

Les « recasés » du système Fillon

<https://infographics.mediapart.fr/2017/nodes-fillon/index.html>

Le job en or caché du candidat Fillon

Par Lucie Delaporte

François Fillon est depuis 2012 senior advisor et membre du comité stratégique du groupe Ricol Lasteyrie, qui conseille des sociétés du CAC 40 et multinationales. Ce que le candidat n'a jamais déclaré publiquement. Ce job lui a rapporté au moins 200 000 euros en quatre ans et demi. Il n'en a toujours pas démissionné.

François Fillon cultive un secret qui est en train de devenir son pire ennemi. Depuis le printemps 2012, date à laquelle il a quitté Matignon, le député de Paris est devenu, en toute discrétion, senior advisor du groupe Ricol Lasteyrie, qui conseille de nombreuses sociétés du CAC 40 et multinationales (Air France, Alstom, BPCE, EDF, Engie, Altran...). Il en est aussi depuis la même époque membre du comité stratégique, la structure chargée de réfléchir aux destinées de l'entreprise. Ce que François Fillon n'a jamais déclaré publiquement.

Candidat à l'élection présidentielle, il n'a toujours pas démissionné à ce jour de ses fonctions au sein du groupe Ricol Lasteyrie, qui lui rapporte depuis quatre ans et demi de copieux émoluments. Le vainqueur de la primaire de la droite touche une rémunération annuelle comprise « entre 40 000 et 60 000 euros », selon le dirigeant René Ricol, rencontré par Mediapart dans la matinée du 1er février. Soit l'équivalent de 200 000 euros environ pour des « missions de conseil » qui restent, pour l'heure, encore assez floues.



François Fillon et René Ricol, lors d'un comité interministériel à Matignon, en mai 2010. © Reuters.

Interrogé sur la nature des prestations de l'ancien premier ministre, René Ricol a déclaré : « François Fillon nous a aidés à réfléchir aux défis de la globalisation. »

Les sommes sont perçues par l'intermédiaire d'une société de conseil créée par François Fillon, baptisée 2F Conseil, comme le rapporte également le quotidien Le Monde. Sa société de

conseil balaie un spectre d'expertise particulièrement large, à en croire ses statuts consultés, par Mediapart : « La Société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger, directement ou indirectement : le conseil, l'assistance, la formation, la réalisation d'études, de veille, d'audit, d'analyses ou de prestations, dans tous les domaines, notamment de la finance, du droit, de l'économie, des affaires privées, des affaires publiques, du commerce, de l'éducation, de l'environnement, de l'organisation, du management, de la gestion commerciale, administrative ».

Si François Fillon a bien été obligé de reconnaître ses activités de conseil, qui lui ont rapporté en tout près de 600 000 euros de salaire net en quatre ans et demi – comme l'avait révélé Le Canard enchaîné –, il s'est toujours gardé de révéler l'identité de ses clients. Et pour cause : ses activités sont susceptibles de générer d'importants conflits d'intérêts pour un homme qui prétend devenir président de la République.

François Fillon connaît bien son « employeur » René Ricol, puisque ce dernier était chargé de distribuer les milliards du grand emprunt quand M. Fillon était à Matignon. Il lui a, par ailleurs, remis la légion d'honneur en main propre en 2011.

Lorsque le candidat de droite à la présidentielle crée sa société de conseil, dont il est l'unique associé, en juin 2012 – quelques jours avant de devenir député –, il la domicilie d'ailleurs dans les locaux du cabinet de René Ricol, avenue Hoche, dans les beaux quartiers à Paris. « Il était dans la Sarthe et n'avait pas de locaux à Paris, cela n'a duré que quelques mois », assure René Ricol.

Pourquoi avoir fait appel à l'ex-premier ministre pour ce poste généralement confié à des dirigeants d'entreprise en fin de carrière désireux de continuer à maximiser leurs réseaux ? Selon le cabinet Ricol, ce n'était pas du tout pour son carnet d'adresses. « Il ne nous a apporté aucun client et n'a jamais mis les mains dans notre business », précise le dirigeant qui compte aussi parmi ses clients des enseignes telles que L'Oréal, Alstom, EDF, LVMH, Veolia, Thales, Danone, PSA, Bouygues, Altran, BPCE, la Poste, HSBC, Orange...

À quoi donc Fillon a-t-il été payé ? « Avec la globalisation, nous nous posons des questions sur la stratégie du cabinet avec des clients de plus en plus demandeurs d'expertises à travers le monde.

François Fillon nous a aidés à réfléchir à tout cela », se justifie René Ricol pour qui l'ex-premier ministre a « fait le job ».

Trois ans après avoir recruté Fillon comme senior advisor, le cabinet de conseil décidait de se rapprocher du géant Ernst&Young, l'un des poids lourds du secteur. « Il nous a aidés à prendre cette orientation et suit désormais la mise en œuvre de ce rapprochement », confie René Ricol, qui tient à défendre la consistance des prestations fournies par François Fillon, déjà pris dans les soupçons d'emplois fictifs de son épouse Penelope et de ses enfants. Une explication qui laisse songeur : des connaisseurs du secteur, interrogés par Mediapart, se disent surpris de l'utilité d'un ancien chef de gouvernement pour ce type de rapprochement.

Selon le cabinet Ricol, le consultant de luxe Fillon était payé « dans la moyenne de nos senior advisors », parmi les quatre à six du genre que le cabinet compte. « Ce n'est pas une somme énorme, si Fillon avait voulu se faire beaucoup d'argent il serait allé dans la banque », croit savoir René Ricol.

L'avantage de ce statut de senior advisor est qu'il est « particulièrement souple », détaille un consultant. « Il n'y a strictement aucune obligation de présence, on est dans la production de conseils. Ce n'est pas forcément très chronophage », poursuit-il.

Selon René Ricol, Fillon, qui n'avait pas de bureau dans la société, aurait « assisté à une trentaine de réunions » depuis le début de cette collaboration, en 2012. Le candidat à la présidentielle de la droite était d'ailleurs attendu ce 30 janvier dans les locaux de la boîte de conseil mais n'est finalement jamais venu. Ce jour-là, le consultant Fillon était entendu par la police sur l'emploi présumé fictif de sa femme Penelope.

« De toute façon, nous pensions mettre un terme à cette collaboration mais nous n'avons toujours pas reçu sa lettre de démission », explique René Ricol quand on lui objecte que depuis plusieurs mois leur consultant n'avait sans doute pas beaucoup de temps à leur consacrer dans la mesure où il était candidat à l'élection présidentielle.

Depuis l'affaire Cahuzac, les parlementaires sont tenus de déclarer scrupuleusement leurs liens d'intérêts et activités extérieures à leur mandat. Astucieusement, François Fillon, en s'abritant derrière le paravent de sa société de conseil, évite

de dire qui sont ses véritables clients. Une position difficilement tenable lorsqu'on aspire aux plus hautes fonctions de l'Etat.

Le micro-parti de François Fillon siphonne les dons de la campagne

Par Mathilde Mathieu

Les dons collectés par le site du candidat LR à la présidentielle sont en fait captés par le micro-parti de François Fillon. « C'est fou ! », lâche un parlementaire sarkozyste à Mediapart.

Quand ils font un don au candidat Fillon, les militants croient sans doute financer sa campagne présidentielle. Pourquoi s'imagineraient-ils autre chose ? C'est bien sur son site officiel qu'ils téléchargent le formulaire, et à son « QG » parisien qu'ils expédient leur chèque (libellé à l'ordre de « l'AFFR »). En réalité, loin d'alimenter la trésorerie de campagne, l'argent collecté sur www.fillon2017.fr part directement dans les caisses du micro-parti personnel de François Fillon.

Certains sympathisants de la droite et du centre seront peut-être ravis, d'autres beaucoup moins. En toute discrétion, l'ancien premier ministre est en train de siphonner les dons de la campagne et d'opérer un « hold-up » sur la générosité des militants.



© Reuters

S'ils cherchent bien, les donateurs peuvent certes dénicher l'information. Telle une clause de contrat d'assurance trop gênante, elle est mentionnée en lettres minuscules au bas du formulaire de don. On apprend là, au détour d'une phrase jargonnante, que « l'AFFR » à laquelle les chèques sont adressés n'est autre que l'association

de financement de « Force républicaine », nom de baptême du parti de poche de François Fillon (comme l'a noté Le Canard enchaîné).

Merci de votre soutien

Conformément à l'art. 11-4 de la loi n°88-227 du 11 mars 1988, modifié par la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 art. 15, les dons consentis et les cotisations versées en qualité d'adhérent d'un ou de plusieurs partis politiques par une personne physique ne peuvent annuellement excéder 7 500 €. Les informations que vous nous communiquez sont nécessaires à la gestion de vos dons et de nos relations. Elles sont exclusivement réservées à l'usage de Force Républicaine et de l'A.F.F.R. (Association de Financement de Force Républicaine) et en retournant ce formulaire, vous autorisez celles-ci à utiliser vos données pour des opérations de communication politique et de prospection. Mes informations ne peuvent être communiquées qu'à des co-contractants qui, en leur qualité de sous-traitants de Force Républicaine, n'agissent que sur les instructions de cette dernière et seront soumis à une stricte obligation de confidentialité. Certains de ces partenaires peuvent avoir des activités dans des pays situés en dehors de l'Union Européenne, notamment aux fins d'hébergement des données. Vos données ne seront toutefois transférées que dans des pays présentant une protection adéquate. Au regard des garanties imposées par la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez des droits d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition aux informations vous concernant. Vous pouvez exercer ces droits en nous écrivant à l'adresse : equipe@fillon2017.fr ou à Fillon 2017 - 6, rue Firmin-Gillot - 75015 Paris



FILLON 2017

Bulletin de soutien à retourner avec votre chèque libellé à l'ordre de l'A.F.F.R. à :
Fillon 2017 - 6, rue Firmin-Gillot - 75015 Paris

Je rejoins la dynamique Fillon 2017 et je fais un don de :

- Don libre ! €
- 300 euros soit 102 euros après réduction d'impôts *
- 200 euros soit 68 euros après réduction d'impôts *
- 100 euros soit 34 euros après réduction d'impôts * (Don généralement reçu)
- 80 euros soit 27,20 euros après réduction d'impôts *
- 40 euros soit 13,60 euros après réduction d'impôts *

* Votre don ouvre droit à une réduction d'impôts égale à 66% du montant versé, dans la double limite de 20% du revenu imposable de l'année et de 15 000 euros de dons par foyer fiscal. Une contribution de soutien de 100 euros donne droit à une réduction d'impôts de 66%, soit de 66 euros. La contribution réelle est donc de 34 euros. Un reçu, à joindre à votre déclaration de revenus, vous sera adressé en avril 2017 pour votre contribution 2016.

Vos coordonnées :

Civilité Madame Monsieur

Nom Prénom

Adresse postale

Code postal Ville

Pays

Email

Profession Date de naissance

Merci de votre soutien

Conformément à l'art. 11-4 de la loi n°88-227 du 11 mars 1988, modifié par la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 art. 15, les dons consentis et les cotisations versées en qualité d'adhérent d'un ou de plusieurs partis politiques par une personne physique ne peuvent annuellement excéder 7 500 €. Les informations que vous nous communiquez sont nécessaires à la gestion de vos dons et de nos relations. Elles sont exclusivement réservées à l'usage de Force Républicaine et de l'A.F.F.R. (Association de Financement de Force Républicaine) et en retournant ce formulaire, vous autorisez celles-ci à utiliser vos données pour des opérations de communication politique et de prospection. Mes informations ne peuvent être communiquées qu'à des co-contractants qui, en leur qualité de sous-traitants de Force Républicaine, n'agissent que sur les instructions de cette dernière et seront soumis à une stricte obligation de confidentialité. Certains de ces partenaires peuvent avoir des activités dans des pays situés en dehors de l'Union Européenne, notamment aux fins d'hébergement des données. Vos données ne seront toutefois transférées que dans des pays présentant une protection adéquate. Au regard des garanties imposées par la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez des droits d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition aux informations vous concernant. Vous pouvez exercer ces droits en nous écrivant à l'adresse : equipe@fillon2017.fr ou à Fillon 2017 - 6, rue Firmin-Gillot - 75015 Paris

Pendant la primaire, il était bien normal que cette structure encaisse les chèques de soutien en faveur de son champion, comme l'ont fait les micro-partis respectifs d'Alain Juppé ou Nicolas Sarkozy. Mais il est à peine croyable que Force Républicaine ait continué de capter les dons après le scrutin du 27 novembre, alors que François Fillon est devenu le porte-voix de l'ensemble des Républicains (comme d'ailleurs du Parti chrétien démocrate et du Cnlp, deux autres formations associées à la primaire). « C'est fou ! », lâche un parlementaire sarkozyste.

Le candidat LR se trouve certes dans une situation exceptionnelle : grâce au jackpot de la primaire et ses quelque 9,4 millions d'euros de bénéfices (intégralement affectés au financement de la présidentielle d'après les statuts), François Fillon n'a plus besoin du moindre don pour boucler sa campagne – le reste des dépenses devrait être couvert par l'État.

Début décembre, le trésorier de LR se frottait donc les mains, convaincu que l'ancien premier ministre allait naturellement diriger le surplus vers le « parti-mère », toujours plombé par les fausses factures de Bygmalion héritées de 2012, lourdement endetté, et même en difficulté pour financer les législatives de juin. Et pourtant, en janvier, l'argent récolté via le site « Fillon 2017 » (ou grâce à des opérations de mailings menées par l'équipe de campagne) a continué d'enrichir Force Républicaine.

Visiblement contrarié, le trésorier de LR, le sarkozyste Daniel Fasquelle, est intervenu lors d'une réunion de responsables départementaux dimanche dernier pour mettre les pieds dans le plat et indiquer, devant témoins, que les dons devaient être exclusivement dirigés vers LR, de façon que le parti puisse aider François Fillon si besoin, et surtout les candidats aux législatives (à hauteur d'environ trois millions d'euros). Il s'est montré d'autant plus agacé que Les Républicains ont eux-mêmes engrangé moins de dons que prévu en 2016, les sympathisants ayant déjà versé 2 euros par bulletin de vote dans le cadre de la primaire. Jeudi matin, le site du candidat continuait pourtant d'orienter les fonds vers le micro-parti de François Fillon.

Questionné par Mediapart, le trésorier de campagne de ce dernier estime que Force Républicaine est parfaitement dans son droit. « Nous ne sommes pas en train de siphonner quoi que ce soit, mais de lever des fonds pour l'action politique de François Fillon et de l'ensemble de la droite et du centre, déclare Vincent Chriqui, fidèle

soutien de l'ancien premier ministre. Cela peut passer par différents canaux... » Ils soulignent d'ailleurs que LR lance ses propres appels aux dons. Mais pourquoi les chèques récoltés au nom de la campagne bénéficient-ils au micro-parti plutôt qu'aux Républicains ? « Il peut y avoir [demain] des dépenses en nature prises en charge pour le candidat par LR ou par Force républicaine, affirme Vincent Chriqui. Nous n'avons pas encore déterminé les dépenses prises en charge par l'un et par l'autre. » Rien d'urgent, en effet, puisque le candidat n'aura probablement jamais besoin de ce soutien financier.

En pleine « affaire Penelope », alors que le doute s'installe chez des élus de droite, l'impression que François Fillon se constitue un trésor de guerre à côté de LR risque d'attiser encore les tensions internes.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Patrick Balkany fait retirer les affiches de François Fillon à Levallois-Perret



Patrick Balkany devant un match de boxe entre Yunier Dorticos et Youri Kalenga, à Paris le 20 mai 2016 (Michel Euler/AP/SIPA)

Le député-maire de Levallois-Perret n'a pas apprécié que le parti Les Républicains ait investi Arnaud de Courson dans sa circonscription.

Patrick Balkany a très peu apprécié qu'Arnaud de Courson (Divers droite) ait été investi mercredi 1er février par Les Républicains (LR) dans sa circonscription.

La décision, prise par la Commission nationale d'investiture du parti, a tout simplement été qualifiée de "débile" par le député-maire de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine). Il faut dire qu'il soutenait un autre candidat, François-Xavier Bieuville, son adjoint en charge de l'évaluation des politiques publiques.

"Je n'accepte pas la désignation de monsieur je ne sais plus son nom", tacle Patrick Balkany dans "le Parisien".

"D'une part, je n'ai jamais été entendu par la commission, ce qui est contraire aux règles, et d'autre part il est inacceptable d'investir un candidat qui n'appartient pas au parti", ajoute-t-il. Les affiches de Fillon retirées

La 5e circonscription des Hauts-de-Seine, réputée acquise à la droite, faisait l'objet d'intenses convoitises depuis plusieurs mois. Patrick Balkany, qui la tenait depuis 2002, avait annoncé fin juin son renoncement à briguer un quatrième mandat, en vertu de la loi sur le non-cumul des mandats.

"Nous n'avons pas l'intention de nous laisser faire. Cette investiture est un déni de justice", s'emporte Patrick Balkany. Selon lui, les élus LR de la majorité municipale vont "former un recours devant la commission nationale d'investiture". Ils ont également décidé de "suspendre leurs cotisations mensuelles au parti".

Les militants vont encore plus loin. Selon le quotidien, la campagne pour François Fillon a été suspendue à Levallois. Mieux encore, les affiches du candidat à la présidentielle ont été retirées de la permanence du député. Un nouveau coup de couteau dans la campagne déjà chaotique du candidat républicain.

A.S.

L'Obs Journaliste



IV) Et si ce n'était pas Fillon... quels seraient les plans B?

Quelques premiers noms commencent à sortir du bois pour remplacer le candidat de la droite dans la tourmente. Pour autant, François Fillon assure toujours vouloir aller "jusqu'au bout."



Alain Juppé, François Baroin, Laurent Wauquiez et Xavier Bertrand pourraient être les favoris. (Montage Reuters et Sipa)

L'étau se resserre. Fortement affaibli par les différentes affaires en cours concernant son épouse, François Fillon voit, jour après jour, l'élection présidentielle s'éloigner un peu plus. Selon un dernier sondage, il ne **serait même plus qualifié pour le second tour du scrutin**, arrivant troisième derrière Marine Le Pen et Emmanuel Macron. La sirène d'alarme déclenchée, certains membres de sa famille politique **ne cachent plus l'hypothèse d'un plan B** de dernière minute pour remplacer le vainqueur pourtant incontestable de la primaire à droite. Une première liste de remplaçants commencent même doucement à se dessiner.

Alain Juppé, le revenant

Le favori, c'est lui : Alain Juppé. Ces derniers jours, l'hypothèse d'un retour du maire de Bordeaux dans la course à l'Élysée a sérieusement commencé à sortir de terre. "S'il y a un plan B, ça ne peut être que lui. On y pense de plus en plus", confie au JDD un député filloniste peu optimiste sur le maintien de la candidature de son candidat. Deuxième sur le podium de la primaire de la droite, Alain Juppé serait, pour certains, le candidat le plus légitime pour reprendre le flambeau. Une tribune co-signée par ses proches parlementaires l'incitant à réfléchir sur son retour devrait même être publiée très rapidement. "Elle est en cours de finalisation, prête à être signée par

plusieurs dizaines de députés", a annoncé Philippe Gosselin, le député de la Manche et soutien d'Alain Juppé, ce jeudi sur RMC. Pour couper court à toutes rumeurs, l'ancien candidat à la primaire s'est voulu catégorique mercredi : "Je ne serai pas le Plan B. Je n'ai pas du tout l'intention de me lancer dans une opération de repêchage." "Si on vient le chercher, il ira", assure pourtant Stéphane Jacquot, ancien secrétaire national des Républicains et qui se revendique proche de l'ancien candidat à la primaire. Pas sûr cependant qu'un retour express de Juppé ne convienne à tout le monde. Son programme a été massivement rejeté par les électeurs de droite préférant de loin celui de François Fillon.

François Baroin, le pacificateur

Devenu une figure incontournable des Républicains, François Baroin est lui aussi perçu comme un des potentiels remplaçants de François Fillon en cas de désistement du candidat. Proche de Nicolas Sarkozy, le sénateur aurait même commencé à tâter le terrain, selon un député francilien interrogé par Le Parisien: "Il a commencé à s'activer très discrètement en fin de semaine dernière en approchant quelques parlementaires pour les sonder sur cette hypothèse. Tellement discret que les fillonistes ne s'en sont pas rendus compte et qu'ils l'ont invité à prendre la parole dimanche dernier à la Villette." Si l'hypothèse du plan B venait à se concrétiser, le maire de Troyes pourrait faire valoir ses arguments. Apprécié par les juppéistes comme les sarkozystes, il pourrait prendre le rôle du pacificateur dans cette période tumultueuse à droite. De plus, par ses 51 ans "seulement", Baroin pourrait bien venir marcher sur les plates-bandes d'Emmanuel Macron prônant, du haut de ses 39 ans, le renouvellement de la classe politique. Le sénateur semble toutefois encore loin de faire l'unanimité. "Baroin, je l'aime bien, mais pourquoi lui et pas un autre? Il n'a aucune légitimité", balaie un député qui rétorque que seuls les résultats de la primaire permettraient de désigner un nouveau candidat. Coup de chance ou signe du destin : le sénateur sortira un livre : "Un chemin français", dont la publication est prévue pour le 8 février. Egalement, il recevra les candidats à l'élection présidentielle le 22 mars prochain lors d'un grand rassemblement des maires de France (dont il préside l'association).

Laurent Wauquiez, le sarkozyste

"Je ne sais pas s'il y a eu un plan B, mais il y a un plan W", ironisait un proche de Fillon **mercredi**

soir pour RTL. Soupçonné de préparer une éventuelle candidature, Laurent Wauquiez pourrait tirer profit **de sa courte expérience de président des Républicains par intérim** et se poser ainsi comme le rassembleur de sa famille politique. Autre argument : comme François Baroin, le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes peut vendre son âge, 41 ans, pour se positionner face au jeune et menaçant Emmanuel Macron. Pour autant, une candidature de ce sarkozyste de la première heure pourrait avoir du mal à convaincre. Depuis le début de la campagne de François Fillon, il n'a cessé de se montrer critique envers le candidat de la droite. Ce qui lui a valu **déjà plusieurs rappels à l'ordre**.

Xavier Bertrand, le médiateur

"Le plan B comme Bertrand", **titre ce jeudi le quotidien local Le Courrier Picard**. Le nom du président des Hauts-de-France commence lui aussi à circuler pour une potentielle succession à François Fillon. Après avoir sauvé la région des griffes du Front national en faisant barrage à Marine Le Pen au second tour des élections régionales de décembre 2015, Xavier Bertrand est depuis unanimement respecté sein de sa famille politique. Désormais, loin de la capitale et de ses affaires politiques, l'ancien ministre de Sarkozy se place au-dessus de la mêlée. Un bon profil qui pourrait rassembler la droite et apaiser les tensions au sein d'une famille politique divisée.

Pierre Lepelletier - leJDD.fr



V) Au FN, on attend «l'implosion» des Républicains avec impatience

Par Emmanuel Galiero



GILBERT COLLARD, MARINE LE PEN, MARION MARECHAL-LE PEN Crédits photos FAGET/AFP

Gilbert Collard, le député RBM du Gard, ironise sur les «SDP» (sans domicile politique) générés, selon lui, par les problèmes actuels de la droite LR. Dans le journal *Le Monde*, Marine Le Pen a promis de nombreux ralliements avant, pendant et après la présidentielle.

Le malheur des uns fera-t-il le bonheur des autres? Certains frontistes le croient. Observant, avec grand intérêt, les embarras d'une droite bousculée par les «affaires Fillon», ils guettent le «début d'une implosion» chez les Républicains en imaginant des retombées positives pour le FN, notamment dans la perspectives des législatives. «Avec une ironie perverse», le député RBM Gilbert Collard a même félicité Georges Fenech, son collègue parlementaire LR, pour son «courage». Fenech a réclamé la réunion d'un conseil national en urgence pour trouver un autre candidat que Fillon et Collard affirme lui avoir dit: «Quand on monte une barricade et que l'on prend une balle en plein coeur, on est un héros».

L'idée, évoquée en comité stratégique LR, selon laquelle Fenech pourrait être privé de son investiture après ses prises de position, est vue comme un élément pouvant provoquer des ralliements vers le FN. «Depuis cinq ans, je tisse des liens avec plusieurs députés. S'ils se voyaient privés d'investitures, une dizaine d'entre eux tomberaient immédiatement dans notre escarcelle» affirme Collard, en prenant soin de ne citer aucun nom. Mais pour lui, la situation actuelle provoque plein de «sans domicile

politique», des «SDP» comme il les nomme avec sarcasme.

«Ils ont peur de franchir le pas»

La théorie du grand rapprochement n'est pas nouvelle au FN mais jusqu'à présent, les vraies preuves d'amour censées matérialiser une amorce d'union des droite se font au compte-gouttes. Et si ces élus de droite sont si proches du Front national, pourquoi ne basculent-ils pas dans un contexte aussi explosif? «Vous ne pouvez pas les voir encore parce qu'ils ont peur de franchir le pas. Ils restent dans le giron LR parce qu'ils ont leur circonscription. Mais si on les désinvestissait, ils franchiraient le pas et cela serait suffisant parce qu'ils n'auraient plus besoin d'avoir du courage. Il faudrait qu'ils prennent un coup de pied au c...» estime le député du Gard.

Avant les Assises présidentielles de Marine Le Pen à Lyon, les 4 et 5 février, Robert Ménard, le maire de Béziers proche du FN, se dit très confiant sur la stratégie de Marine Le Pen. Il n'ira pas à Lyon mais il pense qu'aux législatives, elle adoptera «pour la première fois», une attitude nouvelle. La candidate à la présidentielle pourrait, par exemple, se montrer plus ouverte vis-à-vis de la droite et considérer que certains élus LR, qu'elle jugera proches des idées FN, ne soient pas gênés dans leur circonscription. Pour Ménard, une telle stratégie changerait alors «beaucoup de choses» sur le terrain et favoriserait la dédramatisation du parti frontiste.

L'avance de Macron sur Fillon, élément favorable aux ralliements

Au sein de la direction du FN, le séisme LR suscite une grande curiosité. Jeudi, sur le plateau du Talk Le Figaro, Bernard Accoyer a reconnu que «l'extrême droite était aussi intéressée par l'affaiblissement» du candidat Fillon. mais certains frontistes sont plus prudents que d'autres sur les possibilités de ralliements. «Ces ralliements de la droite se feront si on apparait en situation de tenir tête à la gauche. Avant, cela ne bougera pas. A l'exception notable de Guaino, ceux qui s'expriment pour le retrait de Fillon n'appartiennent pas à l'aile LR la plus à même de se rapprocher de nous» observe un cadre du parti en estimant, néanmoins, que l'avance de Macron sur Fillon dans les sondages, conforte l'hypothèse des ralliements.

Jeudi, dans Le Monde, Marine Le Pen s'est montrée très optimiste. «Nous allons avoir beaucoup d'autres personnes qui vont nous rejoindre, avant le premier tour, dans l'entre-deux tours, après le second tour» a-t-elle dit, avant de préciser qu'en cas de victoire à la présidentielle, son premier ministre ne serait «pas forcément issu du FN.» Pour Jean-Lin Lacapelle, l'homme clef des investitures au Front national, le FN «n'a pas attendu» les affaires Fillon pour attirer des figures LR. «Jérôme Rivière en est un exemple et il y en aura d'autres» promet-il en citant le récent exemple de l'ex-député UMP des Alpes Maritimes bientôt investi sous les couleurs FN dans le Var. Lacapelle fait une analyse plus large des problèmes vécus par Les Républicains à trois mois de la présidentielle. «Comme on l'a vu avec la primaire de gauche, cela illustre l'implosion des partis politiques et la fin du clivage droite gauche. Marine Le Pen se place au-dessus. Le vent tourne. Et cet épisode majeur à droite renforce un courant porteur», se réjouit le coordinateur des fédérations frontistes.

Emmanuel Galiero

LE FIGARO • *fr*

VI) Affaire Fillon : des élus LR y voient l'œuvre d'« officines » à la solde de Macron



Par Simon Barbarit

Alors que le Canard Enchaîné a alourdi une nouvelle fois les soupçons « d'emplois fictifs » de l'épouse et des enfants de François Fillon, l'expression « coup d'Etat institutionnel » lâchée par l'ancien Premier ministre est développée par l'un de ses porte-parole Thierry Solère. (voir la vidéo)

Penelope gate : Fillon dénonce « un coup d'Etat institutionnel »

<http://dai.ly/x5aaj99>

« On a des suspicions autour de Monsieur Nadal »

Ce jeudi, sur Public Sénat et Sud Radio, le député LR, Bernard Debré voit dans cette tempête médiatico-judiciaire la main de l'ancien procureur auprès de la cour de Cassation, Jean-Louis Nadal, actuellement président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique. « On a des suspicions autour de Monsieur Nadal, qui a été nommé par le gouvernement » explique-t-il (...) « Ça ne vous étonne pas que ça apparaisse dans le Canard Enchaîné, et que six heures après on ouvre une instruction ? » interroge-t-il avant d'estimer que « ces affaires profitent à la gauche, et à Emmanuel Macron ». Bernard Debré semble donc suspecter le parquet d'être aux ordres l'exécutif. Si les magistrats du parquet sont, en effet, nommés par le ministère de l'Intérieur, une réforme constitutionnelle visant à soumettre ces nominations à l'avis conforme du Conseil supérieur de la magistrature a été abandonnée l'année dernière. Le ministre de la Justice Jean-Jacques Urvoas n'a pas obtenu l'appui des députés LR comme le rappelle Virginie Duval, présidente de l'Union Syndicale des Magistrats. « Ce sont les mêmes qui critiquent aujourd'hui l'enquête, qui ont refusé de faire évoluer ce statut du magistrat du parquet. Donc c'est inadmissible

de tenir de tels propos » estime-t-elle.

des pharmaciens ».

Penelopegate : « On a des suspicions autour de Monsieur Nadal, qui a été nommé par le gouvernement »

<http://dai.ly/x5admaZ>

Eric Ciotti accuse Jouyet

Bernard Debré a également dans le collimateur une autre personne qu'il refuse de nommer. « Un conseiller de François Hollande, qui est là pour ça » se contente-t-il de dire. Sur FranceInfo, le député Eric Ciotti s'en charge pour lui et cite nommément le secrétaire général de l'Élysée, Jean-Pierre Jouyet. « Les éléments qui sortent, les contrats, les chiffres, qu'ils soient dans le domaine privé ou dans celui de l'Assemblée nationale, du Sénat, il y a qu'un lieu où tous ces éléments sont recensés de façon exhaustive : c'est à Bercy (...) Monsieur Macron n'est pas éloigné de ce pouvoir, au contraire, il bénéficie, au sein de l'appareil d'État, d'un soutien très important. Nul n'ignore que monsieur Jouyet a été un acteur majeur dans la montée en puissance de monsieur Macron ». Le sénateur LR François Grosdidier évoque lui « une stratégie délibérée de gens du pouvoir qui veulent continuer le pouvoir avec Emmanuel Macron ». Contacté par publicsenat.fr, Jean-Pierre Jouyet ne souhaite pas s'exprimer.



franceinfo @franceinfo
#PenelopeGate À qui profite le crime ? "Macron" via Jean-Pierre Jouyet, Secrétaire général de l'Élysée, selon Eric Ciotti #8h30Aphatie

François Grosdidier: « une stratégie délibérée de gens du pouvoir qui veulent continuer le pouvoir avec Emmanuel Macron »

<http://dai.ly/x5aen11>

« Les officines, c'est uniquement celles des pharmaciens » selon Gérard Larcher

On notera ici une nouvelle discordance dans la stratégie de François Fillon. En effet, l'un de ses très proches, le président du Sénat, Gérard Larcher, expliquait, pourtant, dimanche sur Europe 1 : « Je ne vais pas me lancer dans ce petit jeu-là ». « Les officines, c'est uniquement celles

Les « officines » dans les affaires Woerth/Bettencourt et DSK

Officine : « endroit où s'élabore quelque chose de secret, de nuisible, de mauvais » d'après le dictionnaire Larousse. Ce mot revient dans la bouche des responsables politiques lorsque survient le « scandale », l'« affaire ». « Je ne suis pas naïf (...) Je vois bien que derrière tout ça, il y a des officines, il y a des gens » déclarait Nicolas Sarkozy en juillet 2010 à propos de l'affaire Woerth/Bettencourt. Un an plus tard, en pleine affaire DSK, c'est l'ancien ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement qui « n'exclut aucune hypothèse ». « On peut très bien soudoyer une personne, je connais l'existence d'officines louches. Je sais que ça existe » affirmait-il sur le plateau d'LCP.

L'ancien ministre de la défense réaffirme l'importance de tenir compte de la présomption d'innocence.

<http://dai.ly/xispx2>

« Ça n'a jamais marché et ça ne marchera jamais »

Pour Julien Dray, conseiller régional PS et visiteur régulier du chef de l'Etat, la théorie du complot « est une défense classique qu'en on est acculé. Mais ça n'a jamais marché et ça ne marchera jamais ». L'ancien président d'SOS Racisme préfère mettre en avant que ce qu'il ressort du livre de Gérard Davet et Fabrice Lhomme, « Un Président ne devrait pas dire ça » (ed.Stock), « c'est que François Hollande est le président le plus honnête de la Vème République ». « C'est plutôt lui qui pourrait se plaindre d'officines lorsque les photos du 'scooter' sont sorties » conclut-il. Du côté d'Emmanuel Macron, l'un de ses proches, le sénateur François Patriat, il s'agit « d'une attaque indigne qui n'honore pas ceux qui les prononcent ». « Le fait que ces élus reprennent à leur compte la stratégie du complot comme le fait le FN, montre une certaine perte de sang froid » ajoute-il.

A quelques heures d'une vidéo sur Pénélope Fillon dans l'émission Envoyé Spécial sur France 2, va-t-on assister de la part des soutiens de François Fillon à une reprise des éléments de défense de Nicolas Sarkozy ? Interrogé sur les

soupçons de financement libyen de sa campagne de 2007, lors du premier débat de la primaire des Républicains, l'ancien chef d'Etat répondait : « Quelle indignité. Nous sommes sur le service public. Vous n'avez pas honte ? »

publicsenat.fr



**A Suivre...
La Presse en Revue**

LAPRESSEENREVUE.EU